

## **MADAGASCAR (Liste de surveillance de la Catégorie 2)**

Le Gouvernement de Madagascar ne se conforme pas entièrement aux normes minimum pour l'élimination de la traite de personnes; pourtant, il fait des efforts considérables pour y parvenir. Le Gouvernement a accompli des efforts significatifs pendant la période couverte par le rapport en élargissant le réseau de protection de l'enfant et en agissant au niveau régional pour combattre l'exploitation sexuelle des enfants. Cependant, le Gouvernement n'a pas augmenté ses efforts par rapport à la période de rapport précédente. Le Gouvernement a réduit sa performance dans la poursuite et la condamnation des auteurs de traite présumés. Malgré l'existence de rapports supposant la complicité des responsables publics au cours de l'année, aucun agent n'a été tenu pour responsable et aucune enquête n'a été menée sur les rapports mentionnant des fonctionnaires ayant facilité l'exploitation sexuelle d'enfants. Le Gouvernement ne disposait toujours pas de dispositifs formels pour une identification proactive des victimes de traite parmi les populations vulnérables, n'a pas assuré une prise en charge systématique de toutes les victimes et n'a pas fait d'efforts sur la sensibilisation. Le Gouvernement n'a alloué aucun budget au Bureau National de Lutte contre la Traite des Etres Humains, l'agence en charge de la coordination nationale des efforts contre la traite de personnes, de la sensibilisation ou de la mise en œuvre du plan d'action national. Par conséquent, Madagascar a été rétrogradé à la Liste de surveillance de la Catégorie 2.

### **RECOMMANDATIONS POUR MADAGASCAR**

Augmenter les efforts pour poursuivre et condamner les auteurs de traite présumés, y compris les responsables publics prétendus complices; élaborer des procédures formelles, et octroyer une formation aux responsables publics sur les mesures proactives pour identifier les victimes, enquêter sur les cas et orienter les victimes vers les services appropriés; financer convenablement le Bureau National de Lutte contre la Traite des personnes et toute autre agence menant des efforts contre la traite de personnes; mettre en œuvre le plan d'action quinquennal de lutte contre la traite de personnes; renforcer le contrôle et la réglementation des agences de placement qui envoient des travailleurs migrants au Moyen Orient; établir un accord entre le Gouvernement, les centres de formation et les recruteurs de travailleurs migrants potentiels; collaborer avec les Gouvernements des pays de destination pour protéger les travailleurs migrants Malagasy et conjointement traiter les cas d'abus ; augmenter les efforts pour sensibiliser l'opinion publique concernant la traite par le travail incluant celle impliquant les adultes soumis au travail forcé ; améliorer la collecte de données relatives aux efforts de l'application des lois, incluant le nombre de victimes identifiées, les cas enquêtés et poursuivis et le nombre de condamnations liées à la traite.

## POURSUITES

Les statistiques nationales sur les poursuites et les condamnations restent difficiles à obtenir et à vérifier. Les media ont signalé que le Gouvernement a engagée des poursuites contre 32 crimes liés à la traite ; toutefois, comme le Gouvernement n'a ni confirmé ces rapports ni donné des détails sur ces dossiers, il a n'était pas clair si ces crimes étaient liés à une exploitation sexuelle ou à une traite par le travail. Le Gouvernement n'a émis aucun rapport sur le nombre d'enquêtes menées, en comparaison aux 14 poursuites et huit enquêtes liées à la traite durant la précédente période de rapport. Les media ont signalé que le Gouvernement a condamné au moins trois auteurs de traite pour exploitation sexuelle d'enfants en 2016, une baisse par rapport aux 10 cas signalés en 2015. Depuis la publication du dernier rapport, des juges et procureurs issus de Fianarantsoa et d'Antsiranana se sont réunis pour discuter de la loi contre la traite de personnes. Le Gouvernement a facilité et mené des ateliers financés par une organisation internationale pour former les juges, les polices et les gendarmes à Antananarivo, Morondava et Fort Dauphin sur la loi contre la traite de personnes et afin de renforcer la capacité des agents d'application de la loi sur l'enquête et la poursuite des cas de traite. Cependant, le manque de coordination entre les agences luttant contre la traite de personnes et la réticence des victimes à porter plainte par peur de représailles persistaient. Le Gouvernement n'a signalé ni enquêtes, ni poursuites ni condamnations de responsables Gouvernementaux pour complicité dans des crimes de traite de personnes en dépit des allégations de corruption et de complicité, dont des rapports sur un présumé réseau de fonctionnaires impliqué dans la falsification de documents servant à faciliter l'exploitation sexuelle des enfants à Madagascar.

## PROTECTION

Les efforts du Gouvernement pour protéger les victimes restaient modestes. Le Gouvernement aurait identifié 117 victimes, contre 35 victimes durant la précédente période de rapport, et a orienté au moins 41 vers les services de prise en charge. Une ONG a identifié et pris en charge 415 victimes ; toutefois, en raison d'un manque de coordination au niveau de la collecte de données, ces chiffres peuvent être inexacts. Le Gouvernement a indiqué avoir accueilli 35 enfants victimes de traite dans un centre d'accueil pour enfants et avoir rapatrié 70 victimes de traite transnationale, six parmi lesquelles ont été prises en charge, contre 35 victimes reçues en centre d'accueil et 60 rapatriées au cours de l'année précédente. Le Gouvernement des Seychelles a signalé avoir intercepté 16 femmes victimes potentielles de traite provenant de Madagascar et en route vers le Koweït et s'est organisé avec les autorités Malagasy pour rapatrier ces dernières à Madagascar. La police a signalé avoir identifié 56 victimes qui ont été temporairement accueillies dans les commissariats de police, étant donné qu'il n'existe aucune

autre option pour un accueil adéquat. Le Gouvernement a également signalé avoir identifié 20 enfants victimes de traite parmi 777 plaintes déposées pendant la période couverte par le rapport.

Le Gouvernement ne disposait toujours pas de procédures formelles pour identifier de manière proactive les victimes de traite et pour les orienter vers les services de prise en charge. Alors que le Gouvernement offrait un certain service de protection, le nombre de victimes ayant bénéficié de cet avantage n'a pas été clair. Le Ministère de la Population et des Affaires Sociales, en collaboration avec une organisation internationale, continuait à assurer la coordination d'environ 780 réseaux de protection de l'enfant à travers le pays, une importante augmentation par rapport aux 450 mentionnés dans la précédente période de rapport. Ces réseaux ont pour mission de protéger les enfants de diverses formes d'abus et d'exploitation, mais aussi d'assurer l'accès à une assistance médicale et psychologique pour les victimes. Toutefois, les services de protection offerts par ces réseaux étaient parfois inadéquats, le niveau des soins était inconsistant d'une région à une autre et le Gouvernement n'a pas indiqué s'il y en a parmi ces réseaux qui ont pris en charge des victimes de traite pendant la période couverte par le rapport. Un hôpital public prenait en charge des enfants victimes de différentes formes de maltraitance, y compris l'exploitation sexuelle, à Antananarivo et dans un autre centre à Toamasina, ouvert en 2016. Le Gouvernement continuait d'opérer et de financer le Centre Manjary Soa à Antananarivo qui accueillait 35 enfants qui ont été retirés d'une situation de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Ce Centre dispensait des formations professionnelles ou assurait la réintégration des enfants dans le système scolaire public. La Commune urbaine d'Antananarivo continuait d'opérer un centre d'accueil d'urgence d'enfants victimes de servitude domestique qui sont généralement envoyés par le Service de la Police des Mœurs et de la Protection des Mineurs (PMPM). Les dépenses, comprenant la nourriture, l'hébergement, les prises en charge psychologique et médical, les services éducatifs et le salaire du personnel ont été assurés par la Commune, en partenariat avec une organisation internationale.

Le Ministère de la Population dispensait un appui psychologique aux victimes de traite transnationale par le biais d'un travailleur social employé par le ministère, un soutien socio-économique en vue d'une réintégration en partenariat avec une organisation internationale aussi bien que des soins médicaux et un accompagnement légal. Pendant la période couverte par le rapport, le Ministère des Affaires Etrangères a facilité, mais n'a pas financé, le rapatriement de 70 victimes transnationales depuis l'Arabie Saoudite, Koweït, Chine, Comores et Thaïlande. Le Ministère de Population a octroyé à six de ces victimes transnationales une prise en charge psychologique et médicale, l'une des victimes étant orientée vers un centre de formation professionnelle et les cinq autres ayant reçu un soutien financier. Il n'a pas été indiqué si les autres victimes ont bénéficié d'une assistance. Ces efforts représentent une amélioration par

rapport aux 60 victimes rapatriées pendant la précédente période de rapport. En outre, le Consul Honoraire Malagasy au Liban aurait augmenté le coût du renouvellement de passeport pour les travailleurs Malagasy ayant terminé leurs contrats de travail ou qui se trouvaient en prison, sans papiers, après que leurs employeurs aient confisqué leurs passeports ; et n'a fait aucune intervention pour faciliter leur libération et leur retour à Madagascar. Alors que le Gouvernement a engagé des dialogues diplomatiques avec Koweït en vue d'assister les victimes de traite transnationale dans le travail domestique, ces efforts avaient peu d'impact sur la facilitation de la protection et des recours légaux pour les travailleurs Malagasy exploités au Koweït et dans d'autres pays de destination. Une ONG a indiqué que des victimes de traite continuaient de revenir du Moyen Orient où elles avaient subi différentes formes de maltraitance en travaillant comme domestiques. Au retour, la grande majorité des victimes de traite Malagasy se trouvent démunies et dans le besoin d'assistance psychologique et médicale. Le Ministère des Affaires Etrangères avise systématiquement le Ministère de la Population des rapatriements des victimes et le Ministère de la Population contacte les victimes dès leurs retours et les oriente vers des ONG pour une prise en charge. Des rapports indiquent cependant que la plupart des victimes sont réticents à être prises en charge.

La loi contre la traite de personnes de 2014 prévoit des alternatives légales pour les étrangers victimes de traite d'être retirées de pays où ils risquent la rude épreuve et une rétribution. Aucun rapport n'indiquait que le Gouvernement ait arrêté ou puni des victimes de traite pour des actes illégaux résultant directement du fait d'avoir été victimes de traite; toutefois, ceci est probable étant donné l'absence de procédures formelles pour identifier les victimes de traite. En matières légales, les procès des cas de traite peuvent se tenir à huis clos afin de respecter les secrets et la vie privée des victimes; cependant, le Gouvernement n'a signalé avoir procédé comme tel pendant la période couverte par le rapport et la plupart des cas n'étaient pas poursuivis en vertu des lois contre la traite de personnes. De plus, si la loi contre la traite de personnes de 2014 stipule que les victimes ont droit à une compensation, cette disposition n'a pas été appliquée pour la troisième année consécutive.

## PREVENTION

Le Gouvernement a montré des efforts modestes pour prévention de la traite de personnes et la coordination des mesures contre la traite de personnes à l'échelle nationale. En dépit d'une restriction budgétaire, la PMPM s'activait au niveau régional pour combattre l'exploitation sexuelle des enfants à Toamasina, Nosy Be, Toliara et dans les régions Sava et Amoron'i Mania. Le Bureau National de Lutte contre la Traite, supposé mener les efforts à l'échelle nationale, n'a

reçu aucun financement, n'a pas fait preuve de leadership dans le déploiement des efforts de sensibilisation de l'opinion publique et n'a ni engagé des étapes pour opérationnaliser le plan d'action national, ni alloué un budget pour ce faire, comme cela a été le cas dans les années précédentes. Le Gouvernement continuait d'opérer une ligne d'appel gratuit nationale pour documenter les cas de maltraitance d'enfants, y compris la traite d'enfants ; pendant la période couverte par le rapport, cette ligne a reçu 1.475 appels liés à des maltraitances d'enfants, mais il n'a pas été indiqué si certains de ces appels ont signalé des traites d'enfants. Le Ministère de la Justice continuait ses campagnes de sensibilisation sur la traite à travers ses émissions radio nationales hebdomadaires et des sensibilisations directes à Mahajanga, Antsiranana et Nosy Be afin d'éduquer le public sur la loi de 2014 contre la traite de personnes. Les directions régionales du Ministère du Tourisme, au cours de leurs inspections de routine, continuaient à émettre des rappels et informations spécifiques sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et à exiger que les posters interdisant l'exploitation sexuelle des enfants soient visibles à la réception de l'hôtel.

Le Gouvernement n'a pas fait d'efforts perceptibles pour réduire la demande de travail forcé ou d'exploitation sexuelle à des fins commerciales pendant la période couverte par le rapport. Une interdiction depuis 2013 du départ de travailleurs domestiques vers le pays du Golfe restait en vigueur; toutefois, des agences de recrutement illicites contournaient cette interdiction en envoyant les travailleurs via Maurice, Kenya, les Comores et l'Afrique du Sud. Dans le but de résoudre ce problème et d'identifier les agences impliquées dans le recrutement frauduleux, en Avril 2016, le Ministère de l'Emploi a suspendu tous les agréments en cours des agences de placement et a établi de nouvelles conditions pour obtenir un nouvel agrément. Si neuf agences ont rempli de nouvelles demandes sous ces nouvelles conditions, le Gouvernement n'a émis aucun nouvel agrément jusqu'à la fin de la période couverte par le rapport, suspendant par conséquent le recrutement légal de travailleurs migrants. Les responsables au sein du Ministère de l'Emploi ont signalé des démarches en cours en vue de d'établir un accord tripartite entre le ministère, les agences de placement et des centres de formation professionnelle pour encourager les centres de formation à développer des programmes de formation pour les futurs travailleurs migrants, le coût étant supposé être couvert par les agences de placement. En partenariat avec une organisation internationale, le Gouvernement a tenu plusieurs réunions de travail avec les acteurs, révisé les évaluations de la migration de travail et entamé l'élaboration d'un programme de formation pour les travailleurs migrants.

En 2016, le Ministère du tourisme, en partenariat avec des organisations internationales, a étendu l'engagement au Code de conduite du Tourisme contre l'Exploitation Sexuelle des Enfants à des fins Commerciales et contre le Tourisme Sexuel à environ 900 opérateurs touristiques dans 12

régions qui ont signé le Code et les offices régionaux du tourisme dans huit de ces 12 régions ayant mis en place des plans d'actions régionaux pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et le tourisme sexuel. Cependant, le Gouvernement n'a pas rendu opérationnel la police du tourisme à Ranohira Isalo, mis en place durant la précédente période de rapport, pour une protection contre l'exploitation sexuelle des enfants. Le Gouvernement dispensait des orientations générales au personnel diplomatique sur la prévention de la traite.

## PROFIL DE LA TRAITE

Comme signalé durant les cinq dernières années, Madagascar est un pays source et de destination pour des hommes, femmes et enfants exploités à des fins de travail forcé ainsi que des femmes et des enfants soumis à l'exploitation sexuelle. Des enfants Malagasy provenant majoritairement des milieux ruraux des régions côtières et des familles pauvres des régions urbaines sont exploités dans la prostitution infantile, la servitude domestique et dans le travail forcé dans le secteur minier, la pêche et l'agriculture à travers le pays. Des membres de la famille sont impliqués dans et encouragent la majorité des cas d'exploitation sexuelle des enfants mais des opérateurs touristiques, des hôtels, des chauffeurs de taxi, des centres de massage ainsi que des adultes locaux engagés dans la prostitution facilitent ce crime. Des enfants sont frauduleusement recrutés pour travailler en tant que serveurs et masseurs à Antananarivo avant d'être détournés vers l'exploitation sexuelle des enfants. Des rapports indiquent l'exploitation sexuelle des enfants prévaut surtout dans les destinations touristiques avoisinant les sites miniers formels ou informels. Des ONG ont signalé auparavant la complicité de responsables Gouvernementaux dans l'obtention de cartes d'identité nationales falsifiée, facilitant l'exploitation sexuelle des enfants à Madagascar et l'exploitation des femmes Malagasy par le travail forcé dans le travail domestique à l'étranger. D'anciens rapports ont indiqué que l'exploitation sexuelle affectait de plus en plus des garçons. Le travail domestique des enfants constituait toujours un problème et des agences d'emploi informelles recrutaient des enfants domestiques qui se faisaient par la suite exploiter sexuellement par des hommes Malagasy, tandis que la plupart des acteurs de tourisme sexuel impliquant des enfants sont de nationalités française et italienne, et d'autres occidentaux ou Comoriens dans un cas moins étendu.

De nombreuses femmes Malagasy sont employées comme domestiques au Liban, Koweït et en Arabie Saoudite, et des rapports de la presse ont indiqué que des agences de placement informelles tentent toujours d'esquiver l'interdiction de 2013 contre l'envoi de travailleurs au Moyen Orient, en les expédiant via Maurice, Seychelles, Comores, et Kenya avec un visa touriste. Des femmes Malagasy sont envoyées par des individus se faisant passer pour des agents de placement en Chine à l'aide de fausses cartes d'identité et se font exploiter dans le travail forcé et vendues comme épouses. Les rapports indiquent que des hommes Malagasy au Moyen

Orient peuvent subir un travail forcé dans le secteur des services et de la construction, tandis que d'autres peuvent subir une servitude domestique forcée en Chine. Récemment, de plus en plus de travailleurs migrants sont victimes de chantage ou de sollicitation de pots-de-vin, la cause étant largement la suspension de l'accréditation des agences de placement. Des rapports indiquent que des travailleurs Malagasy au Liban subissent diverses formes d'abus par leurs employeurs, tels que la violence physique et la confiscation de leurs passeports, ce qui pourrait avoir été un facteur dans leur emprisonnement par la suite.